

RUANDA-URUNDI

Territoire de Ruhengeri

P. V. N° 259/P

Transmis, le 31 décembre 1954

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O. P. J.

Ruhengeri



PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE : L'an mil neuf cent cinquante, quatre le dix-huitième jour

du mois de Décembre

NOUS, Pochet Roub officier de Police judiciaire

à compétence Général

Nous trouvant à Ruhengeri

Avons constaté que le nommé

Muhindo Jean fils de Muhobwirwa et de Kiheho
originaire de Binko, Rukoro résidant à Ruhengeri

PRÉVENU DE :

Paraissait s'être rendu coupable de : d'infraction à la discipline du travail
en refusant d'effectuer son ordre reçu et en
fuyant le lieu du travail et d'être troubleur
contumace au travail de la mine de
Mugururwa

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR :

faits prévus et punis par Art. 48. Point 10.3.22.

T. S. V. P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— *oui*

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le *9. 1. 1954* la somme de :

cinquante francs -

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

50 Fr. à titre d'A. F.—quittance n° *065 370* du *22.12.54*

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° du

D. I. remis le au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

[Signature] *la tant pour*
noter.

P.O.P.J.

[Signature]

RUANDA-URUNDI
Territoire de Ruhengeri.

Transmis, le

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

P.V.N° 260/P.

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE: L'an mil neuf cent cinquante, ~~quatre~~ cinq le ~~vingt~~ vingt-cinq jour

du mois de Janvier

NOUS, POCHET Marcel officier de Police judiciaire

à compétence. Générale

Nous trouvant à Ruhengeri

Avons constaté que le nommé NZUBI

fils de Kabuba + et de Nyumbu av

colline Karungura s/chef Kwintu Zola

chef Kobuma territoire Kibungira

Paraissait s'être rendu coupable de: étant travailleur contracté au service

de la Dame de Kifumu - avoir manqué à ses obli-

gations contractuelles en ne prestant pas le nombre minimum men-

suel de jours de travail. Engagé pour servir 21 jours par mois

il n'a accompli que 10 jours en Novembre 1954

Art.48.D.16.3.22 faits prévus et punis par Art.48 Décret 16.3.1922

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

L.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R—Oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 31 / 1 / 1955 la somme de : cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

Fr. à titre d'A.F.—quittance n° 934/1210 du 26/1/55

Fr. à titre d'A.F. quittance n° _____ du _____

D. I. remis le _____ au préjudicié _____

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

l'O.P.J.

POCHET M.-

he soit pas ni l'un

h l'homme

RUANDA-URUNDI

Territoire de

P.V. No 261/R.

Transmis, le 31 janvier 1955.
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE: L'an mil neuf cent cinquante, cinq le vingt-huitième jour

du mois de janvier

SEWENDA NOUS, ROBERT HARVAL Officier de Police Judiciaire

à compétence générale en territoire de Ruhengeri

Nous trouvant à Ruhengeri

Avons constaté que le nommé SEWENDA

fils de Kiganwa (+) et de Nyiramivumbi (+)

PRÉVENU DE: résident à la colline Nyarugina, chef-lieu du territoire de Ruhengeri

Paraissait s'être rendu coupable de: violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

faits prévus et punis par arts 7 et 10 décret du 26 .11. 54

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D — Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R — Oui.

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **31 janvier 1955** la somme de :

deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F. — quittance n°

Fr. à titre d'A. F. — quittance n°

932/1214 du *28/1/55*
du

D.I. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré**

M. POCHET. -

H. Bourne

RUANDA-URUNDI

Territoire de *Ruhengeri*

P.V. N° *262/P.*

Transmis, le *31 janvier 1955.-*

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, **cinq**

le **vingt-huitième**

jour

du mois de **janvier**

BUGWEGWE

NOUS, **POCHET Marcel**

Officier de Police Judiciaire

à compétence, **générale en territoire de Ruhengeri**

Nous trouvant à **Ruhengeri**

Avons constaté que le nommé **B U G W E G W E**

fils de Kiganwa (+) et de Nyirabisambu (+)

PRÉVENU DE:

résidant à la colline Nyarugina, chefferie Ndurag terroirs de Ruhengeri

INFRACTION

PRÉVUE ET

PUNIE PAR:

Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

faits prévus et punis par **arts 7 et 10 décret du 26 .11. 34**

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D —Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui. —

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **31 janvier 1955** la somme de :

deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F. —quittance n°

93/1215 du *28/1/55*

Fr. à titre d'A. F. —quittance n°

du

D.L. remis le

au préjudicié

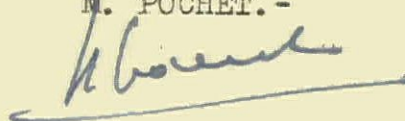
En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré**

M. POCHET. —



RUANDA-URUNDI

Territoire de *Ruhengeri*

P.V.N° 263/P.

Transmis, le **31 janvier 1955.-**

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, **cinq**

le **vingt-huitième**

jour

du mois de **janvier**

NOUS, **POCHET Marcel**

Officier de Police Judiciaire

NYI^PIMPETA.-

à compétence **Générale en territoire de Ruhengeri**

Nous trouvant à **Ruhengeri**

Avons constaté que le nommé **N Y I ^P I M P E T A**

fils de **PUSOHOZA +** et de **MUSUKU +**

PRÉVENU DE:

résidant à la colline Nyarugina, chefferie Mulerwa, territoire de Ruhengeri

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

faits prévus et punis par **arts 7 et 10 décret du 26 .11. 34**

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui.

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **31 janvier 1955** la somme de :
deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :
à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

937/1216

du

28/1/55

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

du

D.L. remis le

au préjudicié

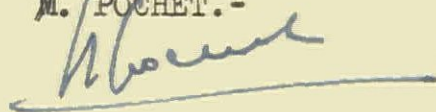
En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, illettré.

l'O.P.J.

M. POCHET.-



RUANDA-URUNDI

Territoire de *Ruhengeri*

P.V. N° *264/P.*

Transmis, le **31 janvier 1955.-**

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J. *B*

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, **cinq**

le **vingt-huitième**

jour

du mois de **janvier**

NOUS, **POCHET Marcel**

Officier de Police Judiciaire

S E Y O Y O

à compétence **générale en territoire de Ruhengeri**

Nous trouvant à **Ruhengeri**

Avons constaté que le nommé **S E Y O Y O**

fils de Pukazambuga + et de Bushishi +

PRÉVENU DE:

résidant à la colline Nyarugina, chefferie Mulerap territoire de Ruhengeri

Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

INFRACTION

PRÉVUE ET

PUNIE PAR:

faits prévus et punis par **arts 7 et 10 décret du 26 .11. 34**

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R—Oui.

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **31 janvier 1955** la somme de :

deux-cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

931/1217 du 28/1/55

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

du

D.L. remis le

au préjudicié

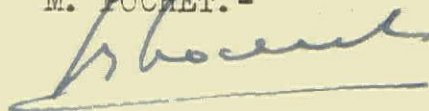
En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré**

M. POCHET.-



RUANDA-URUNDI
Territoire de **RUHANGA.-**
P.V.N° 265 /P.

Transmis, le **28 février 1955.-**
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante,

cinq

le **premier**

jour

BUDUDURU.-

du mois de **février**

NOUS, **PCTET Marcel, L.H.**

Officier de Police Judiciaire

à compétence. **Générale en territoire de Ruhengeri**

Nous trouvant à **Ruhengeri**

Avons constaté que le nommé **B U B U D U R U**

fils de Karamira (+) et de Bugurwinka (ev.)

résident à la colline Nyarugana, chefferie vulera, territoire de Ruhengeri,

PRÉVENU DE:

Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

**arts 7 & 1°
déc. 26/11/34.-** faits prévus et punis par

arts 7 et 1° décret du 26 / 11 / 1934.

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D -Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R- **oui.-**

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **15 février 1935** la somme de :

deux cent cinquante francs .-

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F. --quittance n°

931/1218

du

1/2/1935.

Fr. à titre d'A. F. --quittance n°

du

D.l. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

l'O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

P.P.T. II.-

Le comparant,

illicite.-

h. h. o. c. e. n. n.

RUANDA-URUNDI
Territoire de ~~RUHNGERI~~.
P.V. N° 266 / P.

Transmis, le 28 février 1955.
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour

MPORANYI.-

du mois de février
NOUS, P. CHET Marcel, L.S. Officier de Police Judiciaire
à compétence. Générale en territoire de Ruhengeri
Nous trouvant à Ruhengeri

PRÉVENU DE:

Avons constaté que le nommé M P O R A N Y I
fils de Ndengejeho (+) et de Nyirankera (+)
résidant à la colline Nyarugina, chefferie Mulera, territoire
de Ruhengeri,

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

Paraissait s'être rendu coupable de: violation de la législation sur les parcs
nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
la végétation pour ses besoins personnels

faits prévus et punis par arts 7 et 17 décret du 26 / 11 / 1954.

ats 7 & 17
déc. 26/11/54.-

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D —Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— **Oui.-**

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **15 février 1955** la somme de:

deux cent cinquante francs .-

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants:

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

931/1219

du

1/2/1955.

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

du

D.l. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré.-**

M. P. U. 11.-

[Signature]

RUANDA-URUNDI
Territoire de **RUHENGRI.-**

P.V.N° 267 /P.

Transmis, le **28 février 1955.-**
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, **cinq** le **premier** jour

du mois de **février**

NOUS, **PCHET Marcel, L.N.**

Officier de Police Judiciaire

MUNYANGERI.-

à compétence. **générale en territoire de Ruhengeri**

Nous trouvant à **Ruhengeri**

Avons constaté que le nommé **M U N Y A N G E R I**

fils de Kiganwa (+) et de Nyiramututsikazi (+)

résidant à la colline Nyarugina, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri,

PRÉVENU DE:

Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

faits prévus et punis par **arts 7 et 10 décret du 26 / 11 / 1934.**

**ats 7 & 10
déc. 26/11/34.-**

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D —Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— **oui.-**

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **15 février 1955** la somme de:

deux cent cinquante francs .-

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants:

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

931/1220

du

1/2/1955.

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

du

D.l. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré.-**

IL P. J. L. T.-

h. boeuv

RUANDA-URUNDI
Territoire de **RUHENGRI.-**

P.V.N° 268 /P.

Transmis, le **28 février 1955.-**

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, **cinq**

le **premier**

jour

du mois de **février**

BINUNU .-

NOUS, **PCHET Mambel, L.N.**

Officier de Police Judiciaire

à compétence. **générale en territoire de Ruhengeri**

Nous trouvant à **Ruhengeri**

Avons constaté que le nommé

B I N U N U

fils de Kiganwa (+)

et de Nyirabisambu (+)

PRÉVENU DE:

résidant à la colline Nyarugina, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri,

Paraissait s'être rendu coupable de **violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

INFRACTION

PRÉVUE ET

PUNIE PAR:

**arts 7 & 10
déc. 26/11/34.-**

faits prévus et punis par **arts 7 et 10 décret du 26 / 11 / 1934.**

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D -Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R- **Oui.-**

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **15 février 1955** la somme de:

deux cent cinquante francs .-

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants:

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de:

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F. —quittance n°

984/1221

du

1/2/1955.

Fr. à titre d'A. F. —quittance n°

du

D.I. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré.-**

P.O.P.J.

M. POCHET.-

[Signature]

RUANDA-URUNDI
Territoire de **RUHengeri.-**

P.V.N° 269 /P.

Transmis, le **28 février 1955.-**
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, **cinq** le **premier** jour

du mois de **février**

NOUS, **POCHET Marcel, L.N.-** Officier de Police Judiciaire

RUHOGO.-

à compétence. **générale en territoire de Ruhengeri**

Nous trouvant à **Ruhengeri**

Avons constaté que le nommé **R U H O G O**

fils de Kiganwa (+) et de Nyirabirura (en vie)

PRÉVENU DE:

résidant à la colline Nyarugina, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri,

Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

INFRACTION

PRÉVUE ET

PUNIE PAR:

ats 7 & 10
déc. 26/11/34.-

faits prévus et punis par **arts 7 et 10 décret du 26 / 11 / 1934.**

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D -Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R- **oui.-**

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **15 février 1955** la somme de:

deux cent cinquante francs .-

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public ;
à faire entre nos mains abandon des objets suivants:

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F. --quittance n°

Fr. à titre d'A. F. --quittance n°

931/222

du **1/2/1955.**

du

D.A. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré.-**

M. POCHET.-

[Signature]

RUANDA-URUNDI
Territoire de RUHENGURI.-

P.V.N° 270 R.

Transmis, le **28 février 1955.-**
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE:

L'an mil neuf cent cinquante, **cinq**

le **premier**

jour

du mois de **février**

NOUS,

MAJESTÉ ROYALE

Officier de Police Judiciaire

à compétence. **général en territoire de Ruhenguri**

Nous trouvant à **Ruhenguri**

Avons constaté que le nommé **M B A N Z A B U G A B O**

fil de Nibakure (+) et de Nyirabagaga (+)

résident à la colline Kyarugira, chef de territoire de Ruhenguri

PRÉVENU DE:

Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation n° 12 sur les parcs nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de la végétation pour ses besoins personnels**

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

faits prévus et punis par **art 7 et 10 décret du 26.11.54**

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D -Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R- **Oui.-**

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **15 février 1955** la somme de:

deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de:

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F. —quittance no

931/1223

du **1/2/55.-**

Fr. à titre d'A. F. --quittance no

du

D.I. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

P.O.P.J.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré**

M. POCHET.-

M. Pochet

RUANDA-URUNDI
Territoire de RUHENGRI.-

P.V. N° 271 /P.

Transmis, le **28 février 1955.-**
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA

A CHARGE DE: L'an mil neuf cent cinquante, **cinq** le **premier** jour
du mois de **février**
NOUS, **POUET Marcel** Officier de Police Judiciaire
à compétence. **générale en territoire de Ruhengeri**
Nous trouvant à **Ruhengeri**
Avons constaté que le nommé **B A V U K I Y E**
fils de Ntammwete (+) et de Nyirancuke (+)
résidant à la colline Nyarugina, chefferie Mulera, territoire
de Ruhengeri
Paraissait s'être rendu coupable de: **violation de la législation sur les parcs**
nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
la végétation pour ses besoins personnels
faits prévus et punis par **arts 7 et 10 décret du 26 .11. 34**

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D -Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R- **oui .-**

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le **15 février 1955** la somme de:

deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis :

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de:

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F. —quittance n°

Fr. à titre d'A. F. —quittance n°

930/1223

du **1/2/55**

du

D.l. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, **illettré.-**

P.O.P.J.

M. POCHET.-

M. Pochet

RUANDA-URUNDI
Territoire de RUHENGRI.-
P.V.N° 272 /P.

Transmis, le 28 février 1955.-
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE: L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour
du mois de février
ZIKAMABAHARI. NOUS, POCHET Marcel L. N. officier de Police judiciaire
à compétence. générale en territoire de Ruhengeri
Nous trouvant à Ruhengeri
Avons constaté que le nommé Z I K A M A B A H A L I
fiis de Rwaje (ev.) et de Nyirambangutse (+)
résidant à la colline Kibwa chefferie Rwankeri
PRÉVENU DE: territoire de Ruhengeri
Paraissait s'être rendu coupable de: violation de la législation sur les parcs
nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
la végétation pour ses besoins personnels.
INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR: arts. 7 & 10
déc. 26/11/34.
faits prévus et punis par articles 7 et 10 décret du 26/11/1934.

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit:

D. — Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R. — Oui.

En vertu du présent de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 15 juillet 1955 la somme de:

deux cent cinquante francs

à titre d'amen de transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public:

à faire entre nos mains abandon des objets suivants:

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de:

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé:

250

Fr. à titre d'A. F. — quittance n°

Fr. à titre d'A. F. quittance n°

D. I. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, illettré.

M. POCHET. —

h. h. h.

RUANDA-URUNDI

Territoire de RUHENGRI.-

P. V. N° 273 /P.

Transmis, le 28 février 1955.-

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE: L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour

du mois de février

SEMIKIZI.-

NOUS, POCHET Marcel, L.N. officier de Police judiciaire

à compétence. générale en territoire de Ruhengeri

Nous trouvant à Ruhengeri

Avons constaté que le nommé SEMIKIZI

fils de Munyaziraje et de Nyirangwiriza (ev.)

PRÉVENUS DE

résidant à la colline Kibwa, chefferie du Buhoma-Rwankeri,

territoire de Ruhengeri

INFRACTION

PRÉVENU ET

PUNIE PAR :

Paraissait s'être rendu coupable de: violation de la législation sur les parcs

nationaux en s'y introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de

la végétation pour ses besoins personnels

arts. 7 & 10
décr. 26/11/34.-

faits prévus et punis par articles 7 et 10 du décret du 26/11/1934.-

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui.

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 15 février 1955 la somme de : deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :
à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250 Fr. à titre d'A. F.—quittance n° 32/1226 du 1/2/1955.

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° du

D. I. remis le au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, illettré.

P.O.P.J.

M. POCHET.-

h. h. h.

RUANDA-URUNDI

Territoire de RUHENGIERI.-

P. V. N° 274 / P.

Transmis, le 28 février 1955.-

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE : L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour
du mois de février

MPAKANIYE.- NOUS, POCHET Marcel, L.N. officier de Police judiciaire

à compétence. générale en territoire de Ruhengeri

Nous trouvant à Ruhengeri

Avons constaté que le nommé M P A K A N I Y E

fils de Rwaje (ev.) et de Nyirankera (ev.)

résidant à la colline Kibwa, chefferie du Buhoma-Rwankeri,

PRÉVENUS DE territoire de Ruhengeri


Paraissait s'être rendu coupable de : violation de la législation sur les parcs
nationaux en s'y introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
la végétation pour ses besoins personnels

INFRACTION
PRÉVENU ET
PUNIE PAR :

arts. 7 & 10
décr. 26/11/34.-

faits prévus et punis par articles 7 et 10 du décret du 26/11/1934.-

T.S.V.P.



Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui.

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 15 février 1955 la somme de : deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :
à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de : —

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250 Fr. à titre d'A. F.—quittance n° 951/224 du 1/2/1955—

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° du

D. l. remis le au préjudicié

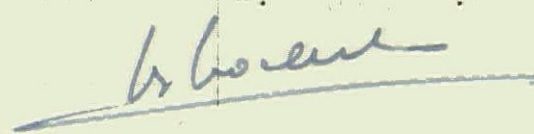
En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, illettré.

P.O.P.J.

M. POCHET.—



RUANDA-URUNDI
Territoire de RUHengeri.-
P.V.N° 275 /P.

Transmis, le 28 février 1955.-
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE: L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour
du mois de février

BUJARI.- NOUS, PCHET Marcel L. N. officier de Police judiciaire
à compétence. générale en territoire de Ruhengeri
Nous trouvant à Ruhengeri

PRÉVENU DE: Avons constaté que le nommé B U J A R I
filz de Rwamamara (+) eg de Nyirabengera (ev.)
résidant à la colline Nyarugina chefferie Mulera
territoire de Ruhengeri

Paraissait s'être rendu coupable de: violation de la législation sur les parcs
nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
la végétation pour ses besoins personnels.

INFRACTION
PRÉVUE ET
PUNIE PAR:
arts. 7 & 10
déc. 26/11/34.

faits prévus et punis par articles 7 et 10 décret du 26/11/1934.

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D — Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R — Oui. —

En vertu du prescrit de l'article 3, du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 11^{er} février 1955 la somme de :

deux cent cinquante francs

à titre d'amen de transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public ;
à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant, nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A.F. — quittance n° 22/1238

du 11/2/1955

Fr. à titre d'A.F. quittance n°

du

D.I. remis le au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant, illettré.

M. POCHET. —

[Signature]

RUANDA-URUNDI

Territoire de RUHENGRI.-

P. V. N° 276 / P.

Transmis, le 28 février 1955.-

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE : L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour
du mois de février

RUDAHAHIRIZWA.-

NOUS, POCHET Marcel, L. N. officier de Police judiciaire

à compétence. générale en territoire de Ruhengeri

Nous trouvant à Ruhengeri

Avons constaté que le nommé RUDAHAHIRIZWA
fils de Rugamba (ev.) et de Nyirakamana (ev.)

PRÉVENUS DE

résidant à la colline Rubaka, chefferie Rwankeri, territoire
de Ruhengeri,

INFRACTION
PRÉVENU ET
PUNIE PAR :

Paraissait s'être rendu coupable de : violation de la législation sur les parcs
nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
la végétation pour ses besoins personnels.

arts. 7 & 10
décr. 26/11/34.

faits prévus et punis par articles 7 et 10 décret du 26/11/1934.

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R—Oui.—

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 15 février 1955 la somme de :

deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

954/1229

du

1/2/1955.

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

du

D. I. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

illettré.—

P.O.P.J.

M. POCHET.—

[Signature]

RUANDA-URUNDI
Territoire de RUHENGIERI.-
P. V. N° 277 / P.

Transmis, le 28 février 1955.-
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE: L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour jour
du mois de février
R U T U R A .- NOUS, POCHET Marcel, L. N. officier de Police judiciaire
à compétence. générale en territoire de Ruhengeri
Nous trouvant à Ruhengeri
Avons constaté que le nommé R U T U R A alias HAGUMIMANA
fils de Rugamba (ev.) et de Nzabanita (ev.)
résidant à la colline Rubaka, chefferie Rwankeri, territoire
PRÉVENUS DE de Ruhengeri,
Paraissait s'être rendu coupable de: violation de la législation sur les parcs
nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
INFRACTION la végétation pour ses besoins personnels.
PRÉVENU ET
PUNIE PAR :
arts. 7 & 10
décr. 26/11/34.
faits prévus et punis par articles 7 et 10 décret du 26/11/1934.

T.S.V.P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui.—

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 15 février 1955 la somme de :

deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° 981/1230

du 1/2/1955.

Fr. à titre d'A. F.—quittance n°

du

D. I. remis le

au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

illettré.—

P.O.P.J.

M. POCHET.—

h. h. e. u. d.

RUANDA-URUNDI
Territoire de RUHENGRI.
P. V. N° 298 / P.

Transmis, le 28 février 1955.-
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,
L'O.P.J.

PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE : L'an mil neuf cent cinquante, cinq le premier jour jour
du mois de février
NDABAHARIYE.- NOUS, POCHET Marcel, L. N. officier de Police judiciaire
à compétence. générale en territoire de Ruhengeri
Nous trouvant à Ruhengeri
Avons constaté que le nommé NDABAHARIYE
fils de Rugamba (ev.) et de Nzabanita (ev.)
résidant à la colline Rubaka, chefferie Rwankeri, territoire
PRÉVENUS DE de Ruhengeri,
Paraissait s'être rendu coupable de : violation de la législation sur les parcs
nationaux en s'introduisant dans le P.N.A. et en y coupant de
INFRACTION la végétation pour ses besoins personnels.
PRÉVENU ET
PUNIE PAR :
arts. 7 & 10
décr. 26/11/34. faits prévus et punis par articles 7 et 10 décret du 26/11/1934.

T.S.V.P.

Le prénommé, interpolé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui.—

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 15 février 1955 la somme de :

deux cent cinquante francs

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

250

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° 95/1231 du 1/2/1955.

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° du

D. I. remis le au préjudicié

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

illettré.—

P.O.P.J.

M. POCHET.—

[Signature]